

AUTORISATION DE TRAVAUX SUR UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

DÉLIVRÉE PAR LE MAIRE AU NOM DE L'ETAT

DESCRIPTION DE LA DEMANDE	Référence du dossier														
Demande déposée le 27/02/2023	N° AT 047 195 23 V 0003														
<table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 15%;">Par :</td> <td>COMMUNE DE NERAC</td> </tr> <tr> <td>Représentée par :</td> <td>Monsieur Nicolas LACOMBE</td> </tr> <tr> <td>Demeurant à :</td> <td>1, Avenue du Général de Gaulle – 47600 NERAC</td> </tr> <tr> <td>Pour :</td> <td>Travaux d'urgence et de mise en sécurité de la salle des Ecuyers. (Château)</td> </tr> <tr> <td>Classement ERP :</td> <td>Catégorie 5^{ème} - Type L</td> </tr> <tr> <td>Nom de l'établissement :</td> <td>Salle des Ecuyers</td> </tr> <tr> <td>Sur un terrain sis à :</td> <td>Place du 8 mai 1945 - 47600 NERAC</td> </tr> </table>	Par :	COMMUNE DE NERAC	Représentée par :	Monsieur Nicolas LACOMBE	Demeurant à :	1, Avenue du Général de Gaulle – 47600 NERAC	Pour :	Travaux d'urgence et de mise en sécurité de la salle des Ecuyers. (Château)	Classement ERP :	Catégorie 5 ^{ème} - Type L	Nom de l'établissement :	Salle des Ecuyers	Sur un terrain sis à :	Place du 8 mai 1945 - 47600 NERAC	<p style="text-align: center;">Références cadastrales : AC 903</p> <p style="text-align: center;">Surface initiale du terrain : 278 m²</p>
Par :	COMMUNE DE NERAC														
Représentée par :	Monsieur Nicolas LACOMBE														
Demeurant à :	1, Avenue du Général de Gaulle – 47600 NERAC														
Pour :	Travaux d'urgence et de mise en sécurité de la salle des Ecuyers. (Château)														
Classement ERP :	Catégorie 5 ^{ème} - Type L														
Nom de l'établissement :	Salle des Ecuyers														
Sur un terrain sis à :	Place du 8 mai 1945 - 47600 NERAC														

Le Maire de Nérac,

Vu la demande susvisée,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2212-1 et L.2212-2;

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles L.122-2 à L122-13;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment les articles R 143-1 à 47 relatifs à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les immeubles recevant du public,

Vu les prescriptions fixées par le livre 1^{er} du règlement de sécurité du 25 juin 1980 modifié et par l'arrêté du 22 juin 1990 portant approbation de dispositions complétant le règlement de sécurité du 25 juin 1980 modifié,

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

Vu le décret 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des locaux d'habitation, des établissements recevant du public et installations ouvertes au public,

Vu le décret 2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le code de la construction et de l'habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'urbanisme,

Vu l'arrêté du 1er août 2006 modifié par arrêté du 30 novembre 2007 fixant les dispositions techniques prises pour l'application des articles R 162-8 à R 162-13 du Code de la Construction et de l'Habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création,

Vu l'arrêté du 21 mars 2007 fixant les dispositions techniques prises pour l'application des articles R 164-2 et R 164-4 du Code de la Construction et de l'Habitation sur l'existant,

Vu l'arrêté préfectoral n°47-2022-03-21-00002 du 21 mars 2022 portant organisation de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité (CCDSA) dans le département de Lot-et-Garonne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 juin 2017, portant application du Règlement opérationnel départemental du SDIS 47, pour ce qui concerne la défense extérieure contre l'incendie ;

Vu l'arrêté du 11 septembre 2007 précisant le contenu des dossiers de travaux,

Vu la demande déposée le 27/02/2023 par La commune de Nérac, représentée par Monsieur Nicolas LACOMBE pour des travaux d'urgence et de mise en sécurité de la salle des Ecuyers. (Château) situé Place du 8 mai 1945 à NERAC.

Vu le dossier spécifique permettant de vérifier la conformité des établissements recevant du public aux règles d'accessibilité et de la sécurité contre l'incendie et la panique ;

Vu **les observations** du Service Départemental d'Incendie et de Secours de Lot-et-Garonne en date du **05/04/2023**,

Vu **l'avis favorable avec prescriptions** de la Commission d'Arrondissement d'Accessibilité De Nérac en date du **25/04/2023**,

ARRÊTE

Article 1 : La commune de Nérac représentée par Nicolas LACOMBE est autorisée à réaliser les travaux tels que prévus dans la demande d'autorisation susvisée.

Article 2 : Ce dossier a été soumis au Service Départemental d'Incendie et de Secours qui a déterminé le classement de cet établissement : **Type L / Catégorie : 5ème sans locaux à sommeil.**

Article 3 : Les prescriptions et observations suivantes sont applicables pour la réalisation du projet :

- Service Départemental d'Incendie et de Secours de Lot-et-Garonne **du 05/04/2023** (observations annexées au présent arrêté) :

Courrier d'observations du SDIS (annexé au présent arrêté).

Voir guide pour l'étude des E.R.P de la 5ème catégorie sans fonction sommeil en PJ.

- Commission d'Arrondissement pour l'Accessibilité des personnes handicapées de Nérac, **du 25/04/2023** (procès-verbal et décision de la séance du 25/04/2023 annexé au présent arrêté) :

AVIS FAVORABLE sur le projet, assorti de prescriptions (annexé au présent arrêté)

Se conformer aux rappels sur les suites de la procédure

- S'agissant d'une autorisation de travaux de 5ème catégorie
- Tenue obligatoire du registre public d'accessibilité

Article 4 : A l'issue des travaux susvisés, le maître d'ouvrage devra informer M. Le Maire de l'achèvement des travaux.

Article 5 : L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du Code de la Construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique.

L'Exploitant de l'Etablissement Recevant du Public doit faire procéder régulièrement par des personnes ou organismes agréés par le ministère de l'intérieur, soit par des techniciens compétents, à l'ensemble des vérifications techniques réglementaires à savoir notamment : les installations électriques, l'éclairage de sécurité, le système de sécurité incendie, l'alarme, le désenfumage, les ascenseurs, les cuisines, le chauffage, les installations aux gaz combustibles, les extincteurs.

Article 6 : L'attention du pétitionnaire est spécialement attirée sur le fait que cette autorisation ne vaut que pour l'aménagement de l'établissement et qu'elle est délivrée sous couvert du respect des droits des tiers. Elle ne dispense pas le bénéficiaire de satisfaire, le cas échéant, aux dispositions de textes réglementaires en vigueur dans d'autres domaines, notamment le Code de l'Urbanisme, de l'Environnement, le Règlement Sanitaire Départemental, l'occupation du domaine public...

Article 7 : Le présent arrêté est transmis :

- au demandeur : Commune de Nérac, M. LACOMBE Nicolas
- à la Direction Départementale des Territoires (DDT 47), Service Risque et Sécurité, Accessibilité, Règles et Techniques de Construction (ARTC) ;
- au Service Départemental d'Incendie et de Secours de Lot-et-Garonne (SDIS 47) ;
- à la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité des Personnes Handicapées (CIAPH) de la Communauté de Communes Albret Communauté ;
- aux services Urbanisme et Instructeur des autorisations du droit des sols de la commune de Nérac.

Nérac, le 11 mai 2023

Nicolas LACOMBE

Maire de Nérac

1er Vice-Président du Conseil Départemental



DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le bénéficiaire d'une autorisation qui désire contester la décision peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision attaquée.

Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre ou le Préfet pour les autorisations délivrées au nom de l'Etat.

Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de 4 mois vaut rejet implicite).



Service départemental d'incendie et de secours de Lot-et-Garonne

**Groupement Prévention-
Prévision-Opérations**

Service Prévention

Contact : Mme GREZIS
tél. : 05 53 48 95 15
télécopie : 05 53 48 95 09
mél : infoprev@sdis47.fr

Réf : ETUDE-23-7914
Entité : E195-00232

Le Directeur départemental

à

MAIRIE NERAC
Place du Général de Gaulle
47600 NERAC

n° arrivée	1167	Date	12 AVR. 2023	
CAB	DG3	EST	AG	DSC
Projet	Réponse			
Suivi				

Foulayronnes, le 05/04/2023

Objet : Observations du service départemental d'incendie et de secours.
P.J. : Un dossier en retour.
Vos réf. : Votre demande d'avis en date du 27/02/2023 reçue le 27/03/2023.

Par courrier cité en référence vous avez transmis pour étude, au service départemental d'incendie et de secours de Lot-et-Garonne, un dossier référencé :

- Nom de l'établissement : SALLE DES ECUYERS
- Adresse des travaux : PLACE DU 8 MAI 1945
- Commune : NERAC
- Nom du demandeur : M. LACOMBE Nicolas
- Numéro de dossier : AT4719523V0003

Depuis plusieurs années, se basant sur un arrêt du Conseil d'État, les autorisations relatives aux établissements de la 5^{ème} catégorie, à l'exception des établissements avec locaux à sommeil, n'ont plus à être examinées par une commission de sécurité (CE, 13 octobre 1993, M. Ledun). Dans une telle situation, l'autorité chargée de délivrer le permis de construire ou l'autorisation d'effectuer les travaux est fondée à exercer cette prérogative sans l'avis d'une commission de sécurité.

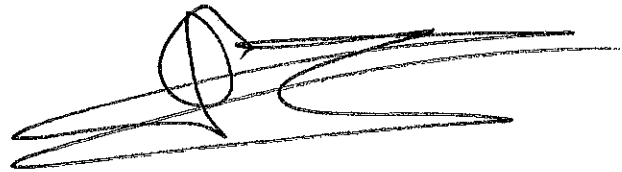
En ce qui concerne l'affaire visée en référence, les premiers éléments en ma possession laissent apparaître que le projet concerne un établissement de type L de 5 catégorie sans locaux à sommeil.

Compte tenu de ce qui précède, j'ai l'honneur de vous informer que le dossier que vous m'avez transmis ne pourra faire l'objet d'un rapport technique dans le délai de consultation de 2 mois. Dans le souci de ne pas retarder l'action de la chaîne d'instruction, il m'est apparu préférable de vous faire connaître la position du service dans les meilleurs délais.

Pour vous aider à prendre en charge ce projet de manière autonome, vous trouverez en annexe un guide vous permettant d'appréhender les questions relatives aux règles de sécurité.

Il conviendra, par ailleurs, de faire procéder en cours d'exploitation aux opérations d'entretien et de vérifications des installations et équipements techniques tels que : électricité, gaz, chauffage, ascenseurs, ... (Art PE 4 § 2).

Le Directeur Départemental
des Services d'Incendie et de Secours
par délégation, l'Adjoint au Chef du Groupement
de la Prévention, de la Prévision et des Opérations



Capitaine Luc GOSSE-GARDET

Guide pour l'étude des E.R.P. de la 5^{ème} catégorie sans fonction sommeil

Référentiels :

- Arrêté du 25 juin 1980 portant règlement de sécurité (Livre I).
- Arrêté ministériel du 22 juin 1990 modifié relatif aux établissements recevant du public de 5^{ème} catégorie (chapitre I et II).
- Code de la construction et de l'habitation (articles R. 143-1 à R. 143-47, articles R. 184-4 et R. 184-5).
- Arrêté préfectoral du 20 juin 2017, portant application du Règlement opérationnel départemental du SDIS 47, pour ce qui concerne la défense extérieure contre l'incendie.

Point particulier :

Une grande attention doit être portée à l'application des mesures relatives à l'isolement par rapport aux tiers, lesquelles ont pour objet principal de protéger les personnes résidant dans le bâtiment et dans les immeubles voisins, tout en recherchant la limitation des dommages susceptibles de concerner l'environnement immobilier.

Conception et exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrées lors de l'évacuation :

Pour satisfaire aux dispositions de l'article R. 143-4 du CCH et tenir compte de l'incapacité d'une partie du public à évacuer ou à être évacuée rapidement, le maître d'ouvrage doit formaliser dans le dossier la ou les solutions retenues pour l'évacuation des personnes de chaque niveau de la construction en tenant compte des différentes situations de handicap.

L'article GN 8 du règlement de sécurité fixe les principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrées lors de l'évacuation.

Ouverture de l'établissement :

Préalablement à leur ouverture au public, ainsi que dans le cas où les modifications apportées sont susceptibles d'avoir des incidences sur la stabilité de la structure, il est recommandé, en aggravation des articles R. 125-17 et R. 125-18 du code de la construction et de l'habitation, de vérifier, en s'appuyant sur les conclusions d'un organisme agréé, que les bâtiments abritant des établissements recevant du public satisfont aux règles relatives à la solidité au sens de l'article 46 du décret 95-260 du 8 mars 1995.

Il est rappelé que la commission de sécurité n'a pas à être consultée avant l'ouverture d'un tel établissement.



**PRÉFET
DE LOT-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service Risque et Sécurité

Unité Accessibilité

Affaire suivie par : Christine TRINCOT

Tél : 05 53 69 34 26

Mél : christine.trincot@lot-et-garonne.gouv.fr

Direction départementale
des territoires

**COMMISSION D'ARRONDISSEMENT POUR L'ACCESSIBILITÉ DES PERSONNES
HANDICAPÉES DE NERAC**

**Avis de la commission d'arrondissement du 25 avril 2023
PROCÈS VERBAL de la réunion**

Textes de références

- Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles L 122-3, L 161-1 à L 165-7, et les articles R 122-5 à R 122-21 ;
- Vu le décret n° 95-260 du 08 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, modifié par le décret n° 2006-1089 du 30 août 2006 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 47-2022-03-21-00002 du 21 mars 2022 portant organisation de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité dans le département de Lot-et-Garonne,
- Vu l'arrêté du 8 décembre 2014 modifié par l'arrêté du 28 avril 2017 fixant les dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public ;
- Vu l'arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement,

Type de dossier : AT

Rapporteur : DDT 47 - SRS/Accessibilité

N° Dossier : AT 47 195 23 V 0003

Demandeur : COMMUNE / Nicolas LACOMBE

Commune concernée : NERAC

Dossier déposé le : 27/02/2023

reçu le : 06/03/2023

Complété le : néant

Nature des travaux : Réaménagement de la Salle dite « des Ecuyers » du Château Henri IV
Création d'une place de stationnement PMR

Adresse des travaux : place du 8 Mai 1945

Catégorie d'ERP : L 5°

Membres de la Commission présents (ou représentés) :

- M. le Directeur Départemental des Territoires ou son représentant
- M. le représentant de l'APF France handicap

Membres de la Commission excusés :

- M. ou Mme le Maire de la Commune concernée ou son représentant : Avis écrit motivé

1) Avis de la commission d'arrondissement d'accessibilité de Nérac

La commission d'arrondissement d'accessibilité de Nérac, au vu du rapport présenté ce jour par la DDT, émet un avis **FAVORABLE** en formulant les prescriptions suivantes :

Article 10 : Portes.

La poignée des portes devra être facilement préhensible et manœuvrable en position « debout » comme « assis », ainsi que par une personne ayant des difficultés à saisir et à faire un geste de rotation du poignet. L'effort nécessaire pour ouvrir les portes est inférieur ou égal à 50 Newton ou 5 kg, que la porte soit ou non équipée d'un dispositif de fermeture automatique. L'encadrement et la poignée d'ouverture de la porte d'entrée et des sanitaires devront également être contrastés.

Les éléments visuellement contrastés situés sur la porte d'entrée devront être différents de ceux apposés sur les parois vitrées fixes afin d'éviter toute confusion.

Article 12 : Sanitaires

Le sanitaire PMR et le WC public présentent les caractéristiques suivantes :

- le lave-mains accessible aura son plan supérieur situé à une hauteur maximale de 0,85 m ; Le choix de l'équipement ainsi que le choix et le positionnement de la robinetterie permettent un usage complet du lavabo en position assis
- la surface d'assise de la cuvette est située à une hauteur comprise entre 0,45 m et 0,50 m du sol, abattant inclus,
- la barre d'appui latérale prévue à côté de la cuvette, permettant le transfert d'une personne en fauteuil roulant et apportant une aide au relevage sera située à une hauteur comprise entre 0,70 m et 0,80 m. Sa fixation ainsi que le support permettent à un adulte de prendre appui de tout son poids.

Les 2 urinoirs devront être positionnés à des hauteurs différentes

Le WC public devra également comporter un dispositif de type barre de tirage permettant de refermer la porte derrière soi une fois entré.

Rappels sur les suites de la procédure

S'agissant d'une autorisation de travaux de 5^e catégorie

Cet établissement de 5^e catégorie ne fera pas l'objet d'une visite avant ouverture, ni de la commission de sécurité, ni de la commission d'accessibilité. Il appartient au maire de la commune de s'assurer du respect des prescriptions édictées lors de l'examen en commission de ce dossier.

Tenue du registre public d'accessibilité

Tout propriétaire ou exploitant d'un ERP a l'obligation de mettre à disposition du public un registre public d'accessibilité, conformément au décret n° 2017-431 du 28 mars 2017, publié au JO du 30 mars 2017, et à l'article R.164-6 du Code de la Construction et de l'Habitation. L'arrêté du 19 avril 2017, publié au JO du 22 avril 2017, précise le contenu et les modalités de diffusion et de mise à jour de ce registre public d'accessibilité.

Pour en savoir +: <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/laccessibilite-des-etablissements-recevant-du-public-erp>

Agen, le 28 AVR. 2023

P/Le Préfet de Lot-et-Garonne,
P/Le Directeur Départemental des Territoires,
La Cheffe de l'unité Accessibilité


Muriel CAPELLO